



Vers une suspension définitive de Tchanilé Banna

L'ex-entraîneur des Eperviers du Togo, Tchanilé Banna vient d'être suspendu à vie par la Chambre d'instruction de la Commission d'éthique de la Fédération internationale football association (FIFA). Il est reproché à celui-ci l'organisation des matches truqués en préparation du mondiale 2010 joué en Afrique du Sud.

Une violation des articles 13, alinéa 1-4 sur les conduites générales et 21, alinéa 1 et 3 pour corruption du code de la FIFA. L'ancien sélectionneur de l'équipe nationale du Togo est secondé dans sa sanction par Jonathan Musavengana, un ancien officiel de la Fédération Zimbabwéenne de football (FZF) pour les mêmes motifs.

La troisième personne qui n'est autre que l'ancien Président de la Fédération Sud-africaine de football (FSF), Kirsten Nematandani a été quant à lui suspendu d'au moins six (6) ans et avec une amende d'au moins CHF 10.000 à l'encontre de Nematandani pour violation des règles de conduites générales, de la loyauté et de l'obligation de déclaration, de coopération et de rapport respectivement des articles 13, alinéa 1-4, 15 et 18 du code de la FIFA.

C'est la décision finale du rapport de l'enquête diligentée par le Vice-président de la Chambre d'instruction de la Commission d'éthique indépendante, Djimbaraye Bourngar rendue publique ce mercredi.

Toutefois selon le même rapport, les accusés demeurent présumés innocents jusqu'à ce que la chambre de jugement de la commission d'éthique ne rende sa décision formelle.



Découvrez de nouvelles créations de Bilitis, le 19 août prochain au Grand Rex

Pour la première fois depuis son retour du Casablanca (Maroc) à Lomé, Aimé Bilitis Adamah Directrice et styliste de Bilitis Fashion style, va ouvrir la caverne de ses nouvelles collections au grand public. Et c'est à travers une série d'exposition vente qui sera couplée d'un défilé de mode « pas comme les autres » le vendredi prochain au Grand Rex de Lomé placé sous le thème : Les héritages colorés, « Maha ».

L'information a été donnée par les premiers responsables du comité d'organisation de cet événement la presse ce mardi à Lomé.

Ce grand défilé qui met en valeur la magnificence de la culture togolaise, vise à montrer les possibilités sans aucune mesure du talent d'Aimé Bilitis revenue du Maroc, à relever les défis du temps et à s'imposer comme culture de profond enracinement.

Objectif principal: valoriser le savoir-faire acquis par BFS et transmis à une équipe de production togolaise.

Pour la Promotrice de cet évènement, les femmes à travers leurs apports au monde se révèlent être les véritables symboles du courage, de la bravoure et la force. Ces femmes qui donnent la vie, nourrissent l'Homme sont l'incarnation même de la beauté et de la tendresse méritent plus de considérations que celles qui leur sont généralement accordées.

« C'est une collection pour une femme qui va aller au service, revenir le soir pour s'occuper des enfants mais qui n'a pas le temps d'aller chez la couturière pour se prendre des mesures. C'est un concept de prêt-à-porter, lorsqu'elle vient à BFS, je sais qu'elle fait du 42, rapidement je lui fais quelque chose de très ethnique en même temps de Made in Togo », a-t-elle fait savoir.

Dédiée aux femmes Maha, dynamiques, gracieuses et qui se veut sophistiquée, la collection a-t-elle poursuivi sera un message entre la mode vestimentaire subsaharienne, orientale et occidentale, et d'ajouter que Maha en arabe signifie une fille de gazelle, une façon pour le marocain de surnommer la femme jeune et belle.

Seront mises sous projecteurs dans la matinée du 19 août prochain, des boucles d'oreilles, colliers, manchettes, pochettes, chaussures, sacs et quelques techniques d'attache de drapage.

Plusieurs mannequins nationaux et internationaux vont défiler au cours de cette soirée qui promet d'être « riche en couleur et en son » en tenues descentes se basant sur la culture du Togo avec toutes ses diversités.

Joseph Ahodo

Togo/ Les meilleurs élèves du BEPC à Notsè du 17 au 26 août 2016

C'est une initiative du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, en collaboration avec celui de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle. Les meilleures élèves du Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC) pour le compte de cette année 2016 au Togo seront à Notsè (préfecture de Haho) du 17 au 26 août 2016 pour une colonie de vacance.

Cette colonie qui ne concerne que le premier garçon et la première fille de chaque centre d'écrit à l'examen du BEPC 2016 entre dans le cadre des « *Vacances Utiles et Citoyennes 2016* » qu'organise depuis quelques années, le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes. Un total de 519 élèves est concerné par cette manifestation selon un communiqué signé de Victoire Tomégah-Dogbé (photo), ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

Le principal objectif de ces vacances utiles et citoyennes est de promouvoir la culture d'excellence et de contribuer à l'intégration sociale et l'éducation à la citoyenneté de ces jeunes apprenants par le biais des activités éducatives, d'utilité publique, et des stages en entreprises. Au cours de ces vacances, ces élèves auront à participer à des séjours touristiques et autres ateliers de fabrication pour une culture entrepreneuriale.

Les lauréats des autres examens nationaux seront pris en compte dans d'autres colonies de vacances.

David SOKLOU



Education de la jeune fille au Togo

[De la nécessité pour le gouvernement d'accentuer les mesures pour redresser l'équilibre de la parité genre](#)

Malgré qu'elles sont plus nombreuse que les hommes sur l'échiquier mondial, il n'est de secret pour personne que les femmes ne sont pas assez représentatives aux postes décisionnelles, et de moins en moins dans les administrations publiques et privées. Conséquence directe de cette situation, elles pèsent moins dans la balance.

L'une des raisons, et non la moindre à l'origine de ce triste constat, est le manque de niveau scolaire adéquat pour occuper ces postes. Elles sont en effet nombreuses à vite abandonner les études dans les milieux urbains, mais plus encore dans les milieux ruraux. Conscients qu'il faille redresser l'équilibre, le gouvernement togolais ne cesse de mettre en œuvre des stratégies pour endiguer le phénomène de la scolarisation de la jeune fille, mais ces efforts semblent ne pas encore porter des fruits, tellement le déséquilibre est encore flagrant.

A ce jour, les femmes font environ 60% de la population mondiale mais n'atteignent malheureusement pas la moitié de ce pourcentage dans les administrations ou dans les entreprises publiques et privées. Qu'est-ce qui explique ce grand écart

entre l'homme et la femme? Quels sont les facteurs qui bloquent l'évolution de ces dernières, surtout dans les campagnes? Autant de questions que l'opinion se pose. Une descente aux sources pour s'enquérir des origines de ce déséquilibre, nous a permis de comprendre que la femme est en partie responsable de sa faible représentation.

Un triste constat dont les facteurs sont connus

D'après l'enquête QUIBB 2011, la probabilité pour une génération d'âge d'accéder à l'école est de l'ordre de 93,2% en 2011, ce qui signifie que près de 7% des enfants d'une génération d'âge n'ont toujours pas accès à l'école primaire. En plus, seulement 77% achèvent le cycle primaire. Plusieurs facteurs expliquent le blocage de la scolarisation de la fille notamment les barrières économiques qui sont d'ordre général pour les garçons tout comme les filles. A cela s'ajoute pour les jeunes filles, les grossesses non désirées, et surtout le fait pour les parents de considérer inutile l'éducation de la gente féminine.

Cette enquête révèle par ailleurs que les filles sont relativement plus nombreuses que les garçons à n'avoir pas été scolarisées (55,0% pour les filles contre 45,0% pour les garçons) alors qu'elles égalent pratiquement en proportion le nombre de garçons dans la population entre 3 et 24 ans.

La parité entre la scolarisation des filles et celle des garçons n'est donc pas prêt d'être atteinte dans l'enseignement primaire au niveau national, et pour cause l'indice de parité est égal à 0,9 dans l'enseignement primaire, 0,6 dans le premier cycle du secondaire alors que dans le second cycle, il n'est que 0,4.

A Adokpoé dans le canton d'Agbélouvé, un village situé à 52 kilomètres au Nord de Lomé, la situation n'est pas différente de ceux des autres villages.

A en croire Agossou Anani, un ancien enseignant à l'Ecole

privée laïque Institut scolaire notre devoir (ISND) de ce village, il y a bon nombre de filles qui commencent bien le CP1 mais jusqu'au CM2, le nombre diminue par rapport aux garçons et c'est le même constat dans le secondaires et au lycée.

« Ici faire des enfants devient un jeu pour les parents alors qu'ils ne disposent pas d'assez de moyens pour les supporter. C'est difficilement que les parents trouvent 100 francs à leurs enfants comme petit déjeuner. Donc pour avoir un gain facile et subvenir à leurs besoins, les jeunes filles se livrent au vagabondage. Faute de protection, elles tombent enceinte sur les bancs de l'école. D'emblée elles ont honte de continuer les cours et restent à la maison. Soit la fille va rester chez le garçon ou chez ses parents et dans les deux cas, les problèmes vont commencer. Son avenir est gâché comme ça. Quant au garçon, comme n'ayant aucun signe, ce dernier continue librement les études. Et c'est la fille qui perd finalement », déplore-t-il devant le triste constat.

Autre facteur qui empêche l'évolution de la jeune fille selon Agossou Anani, et la plus fréquente selon lui, est la relation quoique interdit, entre enseignant et les filles, couplée à l'absence des femmes leaders dans les campagnes pour permettre à ces filles d'avoir des ambitions d'être telle ou telle dame.

Au-delà du constat de l'enseignant, parole est laissée aux élèves elles-mêmes pour donner leur version des faits.

«Parfois nous revenons de l'école très fatiguées alors que nous sommes obligées de rejoindre nos parents au champ. Au retour, au lieu d'apprendre nos leçons, c'est la cuisine et après s'occuper de nos petits frères et sœurs. Le lendemain, on va à l'école la tête vide. Il y a des jours où les parents l'interdisent d'aller à l'école et qu'elle viennent les aider à faire la semence ou la récolte. Si tu as la malchance que tes parents ne trouvent pas l'utilité de l'école, tu ne peux pas franchir le cap du CM2 », a laissé entendre Agossou

Charlotte, élève en classe de 4^{ème} au lycée d'Agbélouvé.

Pour cette dernière qui peint cette fois un problème d'ordre général dans les milieux ruraux, le gouvernement ne met pas en place les professeurs qu'il faut. « C'est difficilement que nous avons un professeur de mathématique ou de physique, donc dans pratiquement il manquait un professeur dans chaque classe. Il y a les bâtiments qui sont en de mauvais états, de WC, latrines et autres, le manque des bancs ».

Voilà autant de facteurs qui expliquent ce décalage entre la scolarisation des filles par rapport aux garçons, ainsi que le déséquilibre entre l'éducation en milieu rural ou urbain. Ceci n'est sans aucun doute pas sans conséquences.

Déscolarisation de la jeune fille en milieux ruraux, un manque à gagner pour l'Etat

Il est évident que ne peut pas travailler dans l'administration publique ou privée qui veut. Même si occuper des postes n'est pas garantie par le sexe du postulant, il faut reconnaître que de nos jours occuper des postes impose non seulement des niveaux très élevés d'étude, mais aussi des expériences selon le domaine ciblé.

Tant que les femmes n'ont pas un niveau pour s'égaliser aux hommes dans les différents postes de décisions, le problème du genre combattu par le gouvernement va toujours persister.

« On ne peut pas prendre une femme qui n'a pas le niveau soit disant qu'on veut respecter la politique du genre au Togo. Il faut qu'elles se battent pour avoir leur place dans la société. Une femme qui n'a pas fréquenté est un problème non seulement pour sa famille, mais aussi pour l'Etat. Donc les parents doivent encourager les filles à aller à l'école, au lieu de les soumettre seulement aux travaux champêtres. Les autorités doivent mettre les matériels nécessaires afin qu'elles puissent avoir la chance d'aller le plus loin que

possible », a plaidé M. Agossou Anani.

Le gouvernement, avec le soutien de ses partenaires n'a jamais baissé le bras

Le gouvernement, conscient du fait que les frais de scolarité en étant excessifs, peuvent constituer un obstacle sérieux à l'inscription et à l'achèvement de l'éducation des jeunes filles, a depuis 1998 fixé par arrêté interministériel une discrimination positive dans le paiement des frais de scolarité des filles. Celles-ci payent en effet environ 70% du montant des garçons. On note aussi l'élimination des stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires, le soutien aux écoles communautaires et leur transformation progressive en établissements publics pour réduire les disparités régionales, la suppression des frais scolaires dans le préscolaire et le primaire depuis la rentrée 2008-2009, selon le ministère des Enseignements primaires et secondaires.

Plusieurs actions sont par ailleurs menées par le gouvernement entre autres la lutte contre les grossesses précoces et non désirées en milieu scolaire dans le cadre des Projets EPD/SR avec l'appui du Fonds mondial pour la population (UNFPA), l'octroi d'un quota de 50% aux candidats du sexe féminin aux concours de recrutement d'élèves maîtres dans les écoles normales d'instituteurs. Il y a aussi l'alphabétisation des adultes et des enfants déscolarisés surtout les filles, la lutte contre les violences en milieu scolaire à l'égard des filles, la mise en place des cantines scolaires pour soutenir l'accès, la fréquentation et la réussite des élèves, la création de clubs d'excellence avec attribution de bourses aux meilleures filles en partenaires avec les Corps de la Paix, la mise en place des clubs de filles et de mères pour promouvoir les modèles valorisants. Les structures communautaires, les imams et maîtres coraniques, chefs traditionnels et coutumiers, leaders d'opinion, les enseignants sont également mis à contribution.

Ces différentes actions engagées par le gouvernement avec ses partenaires en éducation ont permis d'améliorer la scolarisation des filles et de réduire les disparités entre sexes. En effet de 71,2% au cours de l'année scolaire 2005-2006, le taux net des filles est passé de 95% en 2007-2008. Mais avec la gratuité des frais scolaires aux préscolaires et primaires, ces taux ont été nettement améliorés. Ainsi les taux entre 2009-2010 (87,4%), 2010-2011 (81%), 2011-2012, (130,6%), 2012-2013, (112,1%) et 126,7% entre 2013-2014.

Dans le cadre du projet « amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation de base » (BID Education III 2011-2014), il est prévu la distribution de kits scolaires à toutes les filles des zones du projet, l'octroi chaque année d'une bicyclette, de deux uniformes scolaires, des frais de scolarité et une bourse mensuelle de 15.000 francs CFA aux dix (10) jeunes filles ayant obtenu les meilleurs résultats scolaires au CM2, la dotation de chacun des deux villages ayant obtenu les meilleurs taux de scolarisation des filles d'un moulin à grain et d'un kit agricole. Les dix (10) filles ayant obtenu les meilleurs résultats scolaires en classe de troisième bénéficient chaque année un ordinateur portable, une imprimante laser et une formation de 15 jours en utilisation de l'outil informatique.

S'agissant du Projet éducation et renforcement institutionnel (PERI) financé par le Partenaire mondial pour l'éducation (PME) , il est prévu la construction de nouvelles salles de classes avec des latrines séparées dans les lieux où les taux de scolarisation et en conséquence les indices de parité sont les plus bas. Pour l'Organisation des nations unies pour l'enfance (UNICEF), il s'agira d'ici fin 2018 d'appuyer les filles, les garçons et les plus vulnérables à avoir accès équitable à une éducation préscolaire et primaire de qualité grâce à la mise en œuvre au plan national et déconcentré de politiques, stratégies et mécanismes de planification de

gestion et de suivi adaptés.

Selon le ministère des Enseignements primaires et secondaires, en plus de ces multiples actions engagées par l'Etat togolais, il est également prévu dès la rentrée prochaine c'est-à-dire 2016-2017 d'encourager, soutenir et inciter les parents de quatre (4) préfectures à savoir Dankpen, Anié, kpélé et Kpendjal ciblées comme défavorisées à accompagner les jeunes filles dans leurs études.

Des efforts louables ont été réalisés mais il reste encore à faire

Pour Jeannine Agouké Kékéli, Présidente du forum des éducatrices africaines, que les filles aillent à l'école, le message est passé, mais le plus important est qu'elles y restent aussi longtemps que possible. « Il faut qu'on les encadre, qu'on s'occupe de tous les aspects psychologiques et matériels de l'éducation pour permettre à toutes les filles togolaises de terminer leur cycle. Nous encourageons l'Etat à revoir le budget sensible consacré aux genres », a-t-elle lancé.

L'un des principes du Plan sectoriel de l'éducation (PSE) est la réduction des disparités et l'amélioration de l'équité. Pour ce faire, d'autres actions doivent être prises pour booster la scolarisation de la jeune fille si possible, ressusciter la Loi de 10 mars. Cette loi qui n'est toujours pas abolie et qui sanctionnait tous les fonctionnaires surtout les enseignants qui enceintaient les jeunes filles sur les bancs a fait son œuvre dans le temps. Plusieurs enseignants ont été frappés par cette loi.

Joseph Ahodo



Préfecture de Zio/ 46ème anniversaire de la fête Ayizan célébré ce samedi à Tsévié

1970-2016, il y a quarante-six (46) ans, le peuple du Zio, depuis leur départ de Notsè, s'est donné une tradition, celle de réunir en retrouvaille, chaque année les fils et filles du terroir autour du haricot pour célébrer et renouveler la fraternité et la solidarité que leur ancêtre leur a léguées en héritage. Ce samedi au stade Docteur Kaolo, ils sont nombreux venus de tous les horizons à célébrer l'apothéose de cette fête traditionnelle « Ayizan ».

Ont rehaussé l'éclat de cette fête de retrouvaille, de partage et de communion avec les ancêtres qui ont insufflé cette fête en souvenir de leur exode de Notsè, les chefs traditionnels, les députés, personnalités administratives, religieuses, politiques aux rangs desquels le ministre en charge Culture Guy Madjé, le Commissaire des douanes Kodjo Adédzé, le Conseiller du Président de la République Tété Bénissan et le député Franck Ségo.

Le thème retenu pour cette 46^{ème} édition est « Ayizan, pour le vivre ensemble de la préfecture de Zio ».

« La particularité de cette édition est que nous sommes

repartis aux sources même de la fête où nos parents l'avaient commencé à Ayipapé. Ils avaient donné le ton de cette fête mais aujourd'hui ils ne sont plus. Donc il revient à nous fils et filles de cette préfecture, de nous unir et de prendre la relève pour son développement », a laissé entendre le Président de la délégation spéciale de la ville de Tsévié, Bruno Loglo.

Dans son allocution, le ministre en charge Culture Guy Madjé Lorenzo a indiqué que la préfecture du Zio regorge de grands atouts naturels et humains pour son bon développement et qu'il suffirait selon lui que chacun apporte sa part de contribution à la construction de cette préfecture.

« Cette faculté de mobiliser les fils et filles autour de leurs usages et coutumes pour réfléchir en communauté et essayer de bâtir un avenir commun, c'est quelque chose que nous pouvons soutenir et développer. Le gouvernement qui est déjà à l'œuvre, continuera d'accompagner les initiatives de développement dans toute la préfecture du Zio et de toutes les préfectures de notre pays », a-t-il précisé.

Cette célébration représente pour les Ewé de Zio, la sauvegarde de leur histoire en souvenir de leur premier lieu d'installation ou de leur première terre d'accueil. Tirant leçons des dissensions qui ont fait quitter les aïeux de Notsè le règne du Roi Agokoli, les grands parents, dans le but de construire une cohésion sociale, garantir une fraternité et une convivialité entre eux, ont insisté le 1^{er} avril 1970, une fête de retrouvaille en référence à la céréale semée par ces derniers dès leur arrivée à Tsévié.

Joseph Ahodo



6ème journée éliminatoire CAN 2017 : 34 joueurs pré-convoqués par Claude Le Roy

Les Eperviers du Togo affrontent la sélection nationale du Djibouti le 04 septembre prochain à Lomé dans le cadre de la sixième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) Gabon 2017. A quelques jours de ce match, le sélectionneur du Togo, Claude Le Roy (photo) vient de rendre public, une liste de 34 joueurs pré-convoqués pour ce match.

Dans cette liste, des habitués à l'image de Emmanuel Shéyi Adébayor, Alaixis Romao ou encore Agassa Kossi mais aussi de nouveaux joueurs notamment Ihlas Bebou et Peniel Mlapa qui évoluent tous deux en Allemagne, Gilles Sunu en France et des locaux comme les gardiens Klomegah, Adoyi, les défenseurs Amouzou et Akomatsri, les milieux de terrain Adjagbe, Gazozo, Atchou et Mokpowovo. Il faut souligner que c'est in fine, 23 joueurs qui seront retenus pour ce match.

Voici la liste des joueurs pré-convoqués par ordre alphabétique

- 1) ADEBAYOR Shéyi (Instance de transfert)
- 2) ADOYI Essofa (Gomido, TOGO)
- 3) AGAGBE Léonel (Africa-foot, TOGO)
- 4) AGASSA Kossi (En instance de transfert)
- 5) AGBEGNIADAN Komlan (Wafa, GHANA)

- 6) AKAKPO Serge (Trabzonspor, TURQUIE)
 - 7) AKOMATSRI Komlan (AGAZA, TOGO)
 - 8) AMOUZOU Franck (AS OTR, TOGO)
 - 9) ATAKORA Lalawélé (Helsingborg, SUEDE)
 - 10) ATCHOU Koffi Franco (Dyto, TOGO)
 - 11) AYITE Floyd (Fulham, ANGLETERRE)
 - 12) BEBOU Ihlas (Fortuna Düsseldorf, ALLEMAGNE)
 - 13) BOSSOU Vincent (Young Africans, TANZANIE)
 - 14) DJENE Dakonam (St Trond, BELGIQUE)
 - 15) DONOU Kokou (Enugu Rangers, NIGERIA)
 - 16) DOSSEVI Mathieu (Standard, BELGIQUE)
 - 17) ENINFUL Henritsè (Doxa Katakopias, CHYPRE)
 - 18) GAKPE Serge (Genoa FC, ITALIE)
 - 19) GAZOZO Kokou (AS Togo-Port, TOGO)
 - 20) KLOMEGAH Jean-Robert (AS Togo-Port, TOGO)
 - 21) KOULOUN Maklibè (Dyto, TOGO)
 - 22) LABA Fodoh (U.S Bitam, GABON)
 - 23) MOKPOWOVO Sabao Alassane (Académie Mario, TOGO)
 - 24) MAMAH Gafar (Dacia, MOLDAVIE)
 - 25) MENSAH Cédric (Colmar, FRANCE)
 - 26) MLAPA Peniel (Vfl Bochum, Allemagne)
 - 27) NOUWOKLO Kossivi (ASEC Mimosas, COTE D'IVOIRE)
 - 28) OURO-AKORIKO Sadate (Al Faisaly, ARABIE SAOUDITE)
 - 29) PLACCA Fessou (KFCO Beerschot Wilrijk, BELGIQUE)
 - 30) ROMA0 Alaixys (En instance de transfert)
 - 31) SUNU Gilles (Angers, FRANCE)
 - 32) TCHAGOUNI Baba (Marmande, FRANCE)
 - 33) YACOUBOU Raouf (Tigre Noir-Zéphyr, TOGO)
 - 34) WOME Dové (Supersports, AFRIQUE DU SUD)
-



Les ODD au centre de la journée internationale de la jeunesse

« La route vers 2030 : Éliminer la pauvreté et parvenir à des modes de consommation et de production durables », tel est le thème retenu cette année pour la célébration ce 12 août de la journée internationale de la jeunesse à travers le monde. C'est dire que cette année, la Journée est centrée sur la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Il s'agit de mettre l'accent sur le rôle de premier plan que doivent jouer les jeunes pour assurer l'élimination de la pauvreté et la réalisation du développement durable par le biais de modes de consommation et de production durables.

A l'occasion de cette Journée internationale de la jeunesse, le secrétaire général des Nations Unies invite tous les pays à donner aux jeunes, les ressources, le soutien et la liberté d'action dont ils ont besoin pour créer des changements durables dans le monde. *« Ce programme (développement durable à l'horizon 2030, ndlr) pour un monde en meilleure santé, plus sûr et plus juste sera appliqué sur une durée de 15 ans. En cette première année d'application, nous comptons sur les jeunes du monde entier pour participer activement à la transformation de la production et de la consommation des biens et des services, de façon à qu'elles répondent aux*

besoins essentiels et aux aspirations des plus pauvres sans surcharger les écosystèmes, déjà mis à rude épreuve », a indiqué dans une déclaration, Ban Ki Moon. *« Depuis toujours, les jeunes sont à l'avant-garde et aujourd'hui, ils sont mieux informés que toutes les générations qui les ont précédées. En faisant preuve à la fois de dynamisme, de créativité et d'idéalisme, ils peuvent changer les attitudes et aider à créer des industries plus durables »*, a-t-il poursuivi.

Au Togo, les adolescents et jeunes âgés de 10 à 24 ans représentent 33% de la population selon les statistiques. Des jeunes qui à la fois, constituent aussi bien des opportunités à exploiter que des défis à relever. Selon le Ministère de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, *« la vision à l'horizon 2030, est de faire de la jeunesse togolaise une jeunesse épanouie, autonome et responsable qui participe pleinement à la construction nationale, en particulier dans le domaine de l'accélération de la croissance et du développement socio-économique »*. Comme initiatives majeures dans ce sens, on pourra citer la création du Fond d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), l'Agence Nationale de Volontariat au Togo (ANVT), le Programme vacances citoyennes et utiles ou encore le Projet de mise en place ou de réhabilitation des centres et maisons de jeunes.

Pour rappel, c'est depuis le 17 décembre 1999 que l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la recommandation de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse tenue en août 1998 à Lisbonne (Portugal), visant à faire du 12 août la Journée internationale de la jeunesse.

Au nombre de 17, les objectifs mondiaux connus sous le vocable des « Objectifs de Développement Durable » (ODD), vise à mettre fin à l'extrême pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, régler le problème du changement climatique pour les 15 années à venir. Ils ont été adoptés le 25 septembre 2015 en marge de l'assemblée générale des Nations unies font partie du nouveau programme de développement durable à

l'horizon 2030.

David SOKLOU



Togo/ Le Gouvernement soucieux de la bonne couverture médiatique du sommet de Lomé sur la sécurité maritime

Lomé la capitale togolaise aura l'honneur d'accueillir du 10 au 15 octobre prochain, le sommet de haut niveau de l'Union Africaine sur la sécurité maritime. En prélude à cet important évènement dédié à la protection de l'économie maritime pour le continent, le gouvernement entame des initiatives afin que toutes les informations soient mises à la disposition de la population.

Le ministre de la communication Guy Madjé Lorenzo était face aux patrons de presse ce jeudi 11 août à Lomé pour une rencontre d'information et d'échange sur les dispositions à prendre pour une couverture objective de ce sommet par les Hommes de médias.

Des experts sont attendus dans les prochains jours à Lomé pour des réunions de sensibilisation aussi bien des patrons de presse que des journalistes, sur toute l'étendue du territoire national afin qu'ils puissent bien maîtriser les enjeux et toutes les questions liées à la sécurité maritime pour apporter la bonne information à l'endroit de la population.

Le souci du gouvernement est que les professionnels des médias puissent bien expliquer à la population, les contours de cet événement. *« Le rôle des journalistes est très important et se déroulera en trois phases: faire preuve de pédagogie et informer toutes les couches de la population, de l'organisation de ce sommet, du déroulement et après, faire le bilan et restituer aux lecteurs et auditeurs, des conclusions que nous espérons bénéfiques »*, a indiqué Guy Madjé Lorenzo.

Un réseau de journalistes africain dédié à la sécurité maritime vient d'ailleurs de voir le jour dans ce sens. Il est présidé par Arimiyao Tchagnao, le patron de l'hebdomadaire togolais « Nouvelle Opinion ».

David SOKLOU